

FAÇE À UN RÉGIME AUTORITAIRE, ILLÉGITIME, DE CASSE DE L'ÉDUCATION : NE COMPTER QUE SUR NOUS-MÊMES POUR IMPOSER NOS REVENDICATIONS !



Après sa première défaite aux élections européennes, la dissolution manquée et sa nouvelle défaite aux élections législatives, ce pouvoir n'accepte toujours pas d'avoir perdu. Les conditions de rentrée, elles, se suivent et se dégradent. La seule urgence de Macron a été de nommer un premier ministre qui promet une offensive profondément réactionnaire, conservatrice et violente, à l'image du « choc des savoirs ».

L'illégitimité est totale pour ce gouvernement, dont le énième coup de force pour mener sa politique antisociale montre qu'il gouverne uniquement pour les intérêts des classes dirigeantes et non pour répondre aux besoins des travailleuses et travailleurs. Elle est révélatrice d'un régime et d'institutions profondément autoritaires.

Même sans gouvernement, les réformes se sont appliquées lors de cette rentrée et la destruction de l'école publique a continué. C'est le cas du tri social des élèves avec la réforme du collège, du lycée professionnel,

la généralisation des évaluations standardisées et la priorité donnée au financement des établissements privés. Pendant ce temps, on compte 8000 enseignant·es en moins depuis 2018, 21% de personnels administratifs en moins depuis 2007. La crise du recrutement s'accroît.

Et les récentes annonces concernant des coupes budgétaires drastiques n'annoncent rien de bon, alors que l'argent coule à flot pour les plus riches. Résultat : des classes sans enseignant·es et des conditions de travail sans cesse dégradées.

Parallèlement à cela, la pression managériale continue de s'exercer par une politique d'évaluation et de contrôle permanent et délétère des personnels et des élèves. Elle participe d'un système déshumanisant qui détruit la vie à l'école et les collectifs de travail, qui participe à la déconsidération et la non reconnaissance du travail.

ENQUÊTE SUR LES CONDITIONS DE RENTRÉE DANS LES ÉCOLES ET ÉTABLISSEMENTS



EDITO SEPTEMBRE 2024

 CGT_educ95

 cgteduc95.org

 CGT Educ'action 95

 CGT_educ95

 **ÉDUC'ACTION** **95**

Nous réaffirmons notre opposition au « choc des savoirs », et à l'armada du management néolibéral mis en place contre les élèves et contre les personnels, à l'obsession des évaluations tous azimuts, relevant d'une standardisation qui va à l'encontre des projets d'une école émancipatrice, seule à même de garantir une formation de qualité pour les élèves et des conditions de travail dignes pour les personnels.

Nous maintenons toujours notre consigne syndicale et intersyndicale à nos collègues de ne participer à aucun de ces dispositifs, à faire valoir leur liberté pédagogique pour protéger nos élèves et leur permettre de grandir, pour que les équipes pédagogiques puissent être réellement décisionnaires. Nous appelons l'ensemble des personnels à remplir notre questionnaire sur l'état des lieux de rentrée, à se regrouper et s'organiser collectivement pour arracher nos revendications nécessaires et à se mettre en grève le mardi 1er octobre dans une perspective

interprofessionnelle de revalorisation des salaires, d'amélioration des conditions de travail et de rejet de la réforme des retraites.

C'est bien une contre-offensive du monde du travail qu'il faut mettre à l'ordre du jour, face aux coupes budgétaires d'ores et déjà annoncées, mais aussi pour améliorer notre quotidien pour nous et nos élèves. C'est en dessinant le chemin d'une résistance collective que nous pourrons faire naître une perspective d'émancipation pour l'ensemble de la société.



TOUTES & TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION MARDI 1ER OCTOBRE 2024

13H30 DENFERT ROCHEREAU - PARIS

EDITO SEPTEMBRE 2024



CGT_educ95



cgteduc95.org



CGT Educ'action 95



CGT_educ95

